

Courrier Fédéral

N° 259

du 04.06.11 au 10.06.11

ENCART
Dossier :
Politique industrielle
européenne

Fédération
des travailleurs
de la métallurgie CGT

ISSN 0152-3082



EDITORIAL

Maintenons la pression, exigeons des négociations salariales

page 2

LUTTES ET SUCCES

pages 3 à 5

EUROPE

4^e congrès de la FEM

pages 6 à 7

HISTOIRE

Artistes et métallos,
un livre, une expo

page 8

Courrier Fédéral

Fédération des travailleurs
de la métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.48.18.21.31
Fax : 01.48.59.80.66

<http://www.ftm-cgt.fr>
e-mail : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0413 S 06474
Imprimé par nos soins

L'éditorial

Boris Plazzi,
membre du secrétariat



Maintenons la pression, exigeons des négociations salariales

La crise du système capitaliste n'en finit pas de causer des dégâts sociaux et économiques à travers le monde. De nombreux Etats, notamment en Europe, veulent faire payer à leurs populations cette crise, dont elles ne sont en rien responsables, pire, elles en sont même victimes.

Les agences de notation des pays et les spéculateurs aidés par les institutions bancaires européennes ou internationales exigent toujours plus d'austérité et de privatisation que ce soit en Grèce, au Portugal ou encore en Espagne et bien au-delà.

Cette orientation politique et économique se traduit concrètement par la baisse des revenus, le chômage et la précarité entraînant ces pays vers la récession et donc la misère pour les populations. L'absence de perspectives sociales et économiques, porteuses d'espoir et de mieux vivre ensemble, fait malheureusement les choux gras des nationalistes et xénophobes de tous genres. Dans cette spirale vicieuse, de nombreux pays d'Europe, comme la France, sont eux aussi concernés.

Ces plans d'austérité et réactionnaires, ne servant qu'à protéger les capitaux et ceux qui les détiennent, sont de plus en plus rejetés par les populations.

Depuis plusieurs mois, les grecs manifestent et sont régulièrement en grève malgré les pressions patronales ou gouvernementales et la répression policière contre le plan d'austérité. En Espagne le mouvement des indignés, composé pour l'essentiel de jeunes dans la galère, s'oppose à une société qui leur tourne le dos. Au Portugal, la jeune génération « à bout de souffle » se mobilise massivement pour « changer les choses ». En France, des rassemblements de jeunes se tiennent dans quelques grandes villes. Une mobilisation convergente en Europe des « indignés » s'organise dans les prochaines semaines, et en France la CGT sera à leur côté.

Cette dynamique peut créer une véritable émulation revendicative à travers l'Europe et créer les conditions d'une mobilisation des salariés, des privés d'emplois et des retraités, à partir de leurs revendications et avec leurs organisations syndicales.

C'est d'ailleurs dans ce sens, à l'issue de son récent congrès, que la Confédération Européenne des Syndicats (CES) a décidé d'appeler tous les salariés en Europe à une journée d'initiatives revendicatives sur les salaires, le 21 juin prochain.

Indéniablement, la question du pouvoir d'achat est toujours au cœur des préoccupations des salariés ne serait-ce qu'au regard du niveau d'augmentation des prix des produits de première nécessité. Il y a urgence à augmenter les salaires pour vivre dignement et voir sa qualification reconnue.

Depuis plusieurs mois, les négociations salariales dans les entreprises et les groupes se déroulent dans une chaude ambiance de luttes permettant d'ailleurs d'arracher des augmentations de salaires ou la mise en place de grille de salaires.

Maintenons la pression sur le patronat en exigeant l'ouverture ou la réouverture de négociations salariales dans toutes les entreprises et chambres patronales territoriales de la profession. L'augmentation du Smic au 1^{er} juillet conforte cette exigence revendicative.

Avec 170 milliards d'euros dans les caisses des entreprises du Cac 40, il y a largement de quoi répondre aux revendications des salariés, des retraités et des privés d'emplois en matière de salaires, de développement de l'emploi et d'amélioration des conditions de travail. Et n'en déplaise au gouvernement, ce n'est pas de l'assistanat, c'est la répartition des richesses.

Renault Trucks Pour la réouverture des Négociations Obligatoires à l'Entreprise

Suites aux négociations salariales 2011, qui n'ont pas été signés par la CGT, le syndicat se bat aujourd'hui pour une augmentation des salaires en s'appuyant sur la hausse du SMIC au 1^{er} juillet 2011.

La CGT a donc sollicité les autres organisations syndicales pour demander à la direction la réouverture des négociations. Aussi, les syndicats représentatifs CGT CGC CFDT SUD ainsi que FO (qui n'est pas représentatif) ont écrit au PDG et au directeur des ressources humaines en ce sens.

S'appuyant sur le relèvement du SMIC au 1^{er} juillet, l'évolution de l'inflation et l'indexation sur les salaires, l'intersyndicale renvoie la direction aux dernières négociations dont certaines mesures sont indexées sur le Smic (Le salaire minimum d'embauche pour chaque catégorie et le revenu minimum annuel garanti fixé d'ailleurs dans la communication de la direction à 1,4 fois le SMIC.) « *Face au scepticisme des organisations syndicales sur le résultat de la négociation, tout en sachant que l'accord cadres n'a été ratifié que par une organisation syndicale, vous avez évoqué la possibilité d'une nouvelle rencontre au cours du second semestre. Compte tenu de l'augmentation des prix depuis le début de l'année, de la perte du pouvoir d'achat des salaires, de l'augmentation de 2% du SMIC, il nous semble que les conditions sont réunies pour que celle-ci se tienne dans le plus bref délai. Nous vous demandons de convoquer les organisations syndicales représentatives afin d'entendre les propositions qu'elles formulent.* »

Dans le même temps, les syndicats ont informé les salariés de leur démarche. Plusieurs initiatives ont relayé le courrier, qui après deux semaines n'a toujours pas répondu aux organisations syndicales. La CGT, la CFDT, SUD et la CFE-CGC se sont réunis lundi 30 mai, elles souhaitent débattre avec les salariés des suites à mener «tous ensemble». Sur le site de Vénissieux (69), une pétition a été lancée. Mardi 31 mai, les salariés de Blanville (14) se sont mis en grève. A Bourg en Bresse (01), un tract commun a été réalisé et un groupe de travail intersyndical se met en place sur la question des salaires. Pour Grégory Khiati de la CGT du site de Bourg en Bresse « *le travail en intersyndical est important. Nous avons besoin de préparer le climat revendicatif et de lutte dans la boîte pour gagner la mobilisation. Bien entendu travailler ensemble n'est pas toujours facile, et les autres organisations ne sont pas très chaudes, mais nous avons un bon écho des salariés. Le besoin d'unité est très important à leur yeux.* »

Schneider -Mâcon (71) La mobilisation se poursuit

Les salariés intervenants du SAV en grève depuis le 23 mai dernier poursuivent leur action. Ils ont été rejoints dans l'action par un nouveau secteur de l'usine, le montage de la ligne FBX qui est la ligne de production phare de l'entreprise.

L'entrée de l'usine est bloquée depuis le 6 juin à 5h. La direction a envoyé un huissier mais pour l'instant l'action se poursuit.

FSM est à son 9^{ème} jour de grève sur les revendications suivantes:

- engagement de la direction sur l'avenir d'entreprise et de l'emploi après 2012.
- pas d'annualisation du temps de travail pas de forfait
- augmentation de rémunération.
- condition de travail.

Pour la ligne FBX, les revendications sont les suivantes:

- conditions de travail.
- revendication salariale.
- participation aux bénéfiques, primes d'équipe, panier, soudeurs, transport.
- toujours des problèmes sur les fiches de salaires.

Renault Retail Group Argenteuil-Courbevois (95) Résultats d'élections

La CGT a obtenu 70% des voix. Cela représente 6 élus titulaires et 6 élus suppléants sur 8 pour les DP et 4 élus titulaires et 4 élus suppléants sur 5 au CE.

Semaine de syndicalisation en direction des ICT du 14 au 17 juin

Commandez, pour votre semaine de syndicalisation, le matériel dont vous avez besoin. Des tracts sont aussi disponibles. Vous pouvez les demander auprès de Sophie Gandia au 01.48.18.21.05 ou par mail ufict@ftm-cgt.fr

LUTTES ET SUCCES

MBF technologies – Saint-Claude (39) Blocage du site



Le mardi 7 juin, les salariés de MBF technologie à Saint-Claude continuent à bloquer le site. Ils sont en grève. L'entreprise de fonderie a annoncé, la semaine dernière, un plan social avec près de la moitié des 450 emplois qui devraient disparaître.

Le mouvement de grève, suivi par 80% des salariés, a démarré dimanche à 21h. Une quarantaine de salariés ont, par ailleurs, manifesté lundi devant la préfecture à Besançon, où se tenait un comité de pilotage concernant les soutiens publics accordés à la filière automobile. La semaine dernière, la direction a été retenue quelques heures. Une grave crise de confiance s'est installée entre les salariés du site et le groupe Arche, repreneur de MBF Technologies depuis 2007.

Les salariés ne veulent plus travailler avec le groupe Arche dont dépend MBF Technologies, entendent protester contre la fermeture à terme de l'usine et demander la pérennité de l'emploi sur le bassin de Saint-Claude.

Samro -Fontenay le Conte (85) Mobilisation pour les NAO



Environ 80 salariés employés en production ont débrayé à la pause déjeuner mardi 7 juin, pendant une heure à l'appel du syndicat CGT. L'équipe de l'après-midi était elle aussi appelée à débrayer une heure. Motif du mouvement : les négociations salariales. La direction a proposé deux augmentations de 1%, au 1^{er} juillet et au 1^{er} septembre. Pas assez pour la CGT qui demande 6% sur l'année 2011 et l'augmentation des primes de panier et d'habillement.

Seca Eads Gonesse (95) Résultats d'élections

Avec une participation de 86%, la CGT perd 10 électeurs au profit de la CGC et FO qui perd la majorité absolue.

La CGT obtient au CE 29,76% et pour les DP environ 30%, contre 33% au CE aux élections précédentes. Soit : 2 élus titulaires et 2 élus suppléants au CE sur 6 sièges à pourvoir et 2 élus titulaires et 2 élus suppléants pour les DP sur 7 sièges à pourvoir.

La CGT a décidé de continuer et amplifier le travail de terrain en intégrant plus de campagnes de syndicalisation.

Groupes Thalès et Sagem Mobilisation le 8 juin

En mai 2010, les syndicats CGT des groupes Safran et Thalès constataient que les discussions entre Safran et Thalès étaient terminées faute d'un accord équilibré. Un an plus tard, la DGA a annoncé, par voie de presse, la reprise des discussions qui prendraient la forme de transfert d'actifs entre les 2 groupes.

Si ces opérations étaient menées à terme, elles feraient craindre des conséquences gravissimes sur le plan industriel avec une incohérence entre ce qui serait transféré et ce qui resterait dans les périmètres d'origine et, pénalisantes socialement avec les inévitables suppressions de sites, les chasses aux doublons...

Les organisations syndicales ont lancé une pétition et organisé des réunions d'information dans tous les établissements le vendredi 27 mai dernier. Sur l'établissement de la SAGEM Argenteuil, 350 salariés ont participé à cette réunion et 400 personnes ont signé la pétition. Une manifestation était prévue, le 8 juin, devant le ministère de la défense à Paris.



OTIS Fin de grève

Après 9 jours de conflit, les salariés d'Otis ont voté la levée de la grève, sans obtenir gain de cause, ni sur

la revalorisation de leurs salaires, ni sur l'amélioration de leurs conditions de travail. A l'appel d'une intersyndicale CGT-FO-CFDT-CFTC, les salariés s'étaient réunis pour décider de la suite à donner à leur mouvement de grève, lancé le 27 mai en province et le 30 à Paris. Ils réclamaient 100 euros ou 5% d'augmentation pour tous.

La direction avait prévu, à compter du 1^{er} juin des augmentations variant entre 1,2% et 2,4% pour les salaires supérieurs à 1800 euros et entre 1,5% et 3,4% pour les salaires inférieurs à 1800 euros. Mais les techniciens d'Otis revendiquaient aussi de meilleures conditions de travail, notamment en province où les astreintes de nuit pour les appareils dits prioritaires sont assurées par des techniciens ayant déjà travaillé toute la journée.

Thales Training Simulation Osny (95) Résultats d'élections

Après les nouvelles élections de 2011, la CGT redevient représentative. Elle obtient 2 élus au CE avec environ 16% des voix et garde ses 2 élus pour les DP avec environ 16% des voix. La CGC perd sa représentativité. La CFDT reste majoritaire.

Novofer/Lutemax – Vaux le Penil (77) Chantage à l'emploi

Alors que les salariés de l'entreprise sont en lutte pour obtenir la réouverture des NOE, revendiquant 100 € d'augmentation générale, l'embauche des intérimaires et l'amélioration des conditions de travail, l'employeur menace de délocaliser une partie de la production. Le 6 juin, un CE extraordinaire était convoqué avec à l'ordre du jour, la délocalisation de la nouvelle ligne de production qui a coûté 1 million d'euros. Le coût de transfert et la perte de production occasionnée permettant de couvrir la revendication salariale.

C'est inacceptable pour l'USTM CGT 77 qui invite les syndicats à soutenir la lutte des salariés en allant à la rencontre des grévistes chaque jour à la pause déjeuner ainsi qu'avec une solidarité financière.



Peugeot (77) En lutte pour l'emploi

Les salariés ont débrayé à l'appel de la CGT et de la CFDT, les 30 mai et 1^{er} juin. Ils exigent l'amélioration des conditions de départ pour ceux qui le souhaitent et le maintien d'une activité industrielle dans le cadre de PSA sur le site alors que devant l'Ag des actionnaires PSA a réaffirmé qu'il n'y aurait pas de licenciements. Une manifestation est mise en débat dans l'usine.

Endel (76) Mobilisation le 7 juin



Suite aux mouvements de grève des salariés sur les CNPE (Centre nucléaire de production d'électricité) de Dampierre, Saint Laurent, Blayais, Chinon et Civaux le 19 mai 2011, la CGT a proposé aux salariés de débrayer 1h le matin et 1h l'après midi le 7 juin 2011 pour peser sur les négociations concernant les déplacements.

En effet, avec la hausse du prix du carburant et les changements d'organisation, liée aux exigences des clients, les salariés sont confrontés à plus de mobilités alors qu'aucun frais de déplacement ne leur est payé.

La CGT exige notamment une augmentation des frais kilométriques des petits déplacements, la suppression des tranches kilométriques au dessus de 80 Km et l'augmentation des primes.

Journée européenne d'action contre l'austérité Le 21 juin

Le Congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES) s'est tenu à Athènes du 16 au 19 mai. Il s'est centré sur la gouvernance économique européenne. La CES adresse un message urgent aux décideurs européens en organisant une journée d'action et d'information européenne et nationale le 21 juin prochain. Le message des syndicats européens est clair : Gouverner l'Europe signifie renforcer son modèle social et non l'attaquer.

Le Congrès d'Athènes a unanimement condamné le type de gouvernance économique que l'Union européenne veut imposer. La gouvernance est la question principale actuellement discutée au sein du trilogue institutionnel européen : Commission, Conseil et Parlement. Les mesures qui seront prises affecteront des millions de travailleurs et de citoyens. Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES a déclaré : « Le mouvement syndical européen entend faire pression et organisera une journée d'action et d'information aux niveaux européens et national, le 21 juin prochain. Nos demandes sont claires :

les progrès obtenus lors du vote de la Commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen doivent être préservés : l'autonomie des partenaires sociaux doit être assurée particulièrement en ce qui concerne les salaires et leur cadre de négociation ;

les dépenses publiques en faveur d'investissements durables doivent sortir du carcan budgétaire ;

la gouvernance économique européenne doit inclure une harmonisation de l'assiette fiscale avec un taux d'imposition minimum pour les entreprises ;

des Euro-obligations doivent être créées (Eurobonds) pour financer des investissements dans les projets et les réseaux d'infrastructures et de développement européens ;

Le Conseil et le Parlement jouent un rôle important dans le processus démocratique européen. Ce rôle doit être préservé. »

Pour la CES, gouverner l'Europe signifie œuvrer pour une Europe plus sociale et solidaire pour tous les citoyens, les jeunes en particulier. La gouvernance économique responsable préconisée par la CES doit être axée sur l'accès à des emplois stables et de qualité, la promotion généralisée de la formation pour tous, des salaires décents, ainsi qu'une protection sociale forte. Le pouvoir d'achat, le niveau des retraites et l'accès à des services sociaux de qualité doivent être défendus et assurés.



Dassault Pétition pour les salaires

La pétition lancée par la C.G.T sur l'ensemble du groupe rencontre un bon écho. Près de 350 signatures ont été recueillies à Argenteuil et plus de 1 200 sur le groupe. Dans un tract aux salariés, la CGT du site d'Argenteuil entretient la mobilisation « Il est impératif de continuer à débattre, à construire, pour avancer vers la construction d'un rapport de forces efficace. »

4^e CONGRES DE LA FEM

Le 4^e Congrès de la Fédération Européenne des Métallurgistes aura lieu les 9 et 10 juin 2011 à Duisbourg (Allemagne). La délégation de la FTM-CGT qui y participera, sera conduite par Philippe MARTINEZ et composée de Daniel PELLET-ROBERT, Ouria BELAZIZ (Groupe Seb), Anne COUTURIER-DUFOUR, Françoise MARECHAL et Patrick CORREA.

Ce congrès se déroulera dans un contexte particulier à plusieurs titres. Tout d'abord, en raison d'une crise sociale majeure qui traverse l'ensemble des Etats européens, marquée par des plans nationaux d'austérité drastiques et d'un pacte de compétitivité européen qui entérine la remise en cause des systèmes sociaux nationaux. Ces attaques portent aussi bien sur les salaires, les systèmes de protection sociale et de retraite, les services publics,...

Les conséquences se font déjà sentir par une dégradation sans précédent des conditions de vie et de travail. Comme réponse, un nouveau rapport de forces s'est créé dans de nombreux Etats européens par un refus massif des peuples à devoir subir le poids du fardeau de la crise. Nous avons pu assister, au cours des derniers mois, à la multiplication des luttes et des manifestations dans l'ensemble de l'Europe, notamment dans les pays du Sud (Portugal, Espagne, Italie, Belgique), mais aussi dans des pays moins enclins à ces formes de démonstrations comme l'Angleterre, l'Irlande, l'Alle-

magne, le Danemark, les Pays Bas ou encore les pays d'Europe Centrale et Orientale. Le refus des politiques d'austérité a conduit les organisations syndicales européennes à initier plusieurs journées d'actions européennes à Paris, Bruxelles, et dernièrement Bratislava.

de l'industrie en Europe. Pour cela, il est projeté la fusion de trois fédérations européennes : la FEM (Métallurgie), l'EMCEF (Energie, Chimie et Mines) et l'ETUF-TCL (Textile). Constatant un recul de la syndicalisation et de l'emploi industriel dans toute l'Europe, confrontées à des problèmes financiers et voulant peser sur les institutions et le patronat, les trois fédérations industrielles en Europe, proposent de créer une grande fédération de l'industrie dès l'année 2012.

Sous l'impulsion et la pression des organisations syndicales nordiques, allemandes et britanniques, le processus a été accéléré au cours de la dernière année et une motion visant à la fusion des 3 fédérations a été adoptée par les fédérations européennes de la Chimie et du textile. Depuis le début de ce processus, la FTM-CGT a poussé, avec nos amis du Sud et de l'Est de l'Europe, pour que cette création ait un réel contenu politique autour d'un projet centré sur l'industrie et l'emploi. C'est d'ailleurs ce qui nous a amené à organiser l'initiative du 30 mars avec nos amis belges, italiens, espagnols et portugais débouchant sur la mise en place de groupe de travail autour des grandes filières industrielles que sont l'automobile, l'aéronautique, les transports collectifs et la sidérurgie. C'est aussi dans le cadre de cette démarche que nous avons multiplié les rencontres bilatérales avec de nombreuses organisations européennes comme UNITE (Royaume-Uni), FI-CC.OO (Espagne), FIOM-CGIL (Italie), etc... Dernièrement, une délégation composée de G. HELLIER (Chimie) et Daniel PELLET-ROBERT (FTM-CGT) a rencontré l'ensemble des responsables des organisations danoises, suédoises, finlandaises, islandaises et norvégiennes afin de débattre du projet et de faire valoir les propositions communes de la Confédération et des Fédérations CGT et notamment le fait que toutes les formes de syndicalisme soient bien représentées au sein des instances, mais aussi des propositions sur les statuts, les cotisations et le rôle des instances.

Ensuite, le Congrès devra se positionner sur la création d'une nouvelle Fédération Syndicale Européenne de l'Industrie qui rassemblera, comme son nom l'indique, l'ensemble des syndicats

La mise en place d'un groupe de travail permanent entre les organisations françaises (FTM-CGT, FGMM-CFDT et FO Métaux) et IG METALL sur l'avenir de l'industrie fait aussi partie de l'objectif de travailler au développement de droits nouveaux au service de l'industrie et de ses emplois. La création de cette nouvelle fédération impliquera 8 fédérations de la CGT (Métallurgie, Chimie, Energie, Verre-Céramique, Travailleurs de l'Etat, Textile, Filpac). Dans l'objectif de mieux nous coordonner et de travailler conjointement sur le processus de fusion, un collectif de travail a été mis en place entre toutes les fédérations concernées et la confédération. La FTM-CGT insiste pour que la fusion ne nous fasse pas prendre du retard sur la construction d'alter-



natives et qu'elle ait pour objectif premier de faire des propositions d'actions et de rassemblements au service des travailleurs et du développement de l'industrie et ses emplois. Pour autant, le congrès de la FEM, s'il doit se prononcer sur l'objectif de la fusion, devra fixer des objectifs communs et des questions restent en suspens comme : le niveau des cotisations, le rôle et la composition des instances politiques, le poids de la Métallurgie dans la nouvelle organisation qui, avec près de 5 millions d'adhérents, regroupe les 2/3 des syndiqués de la future fédération. Même si la fusion officielle se fait en 2012, il faudra plusieurs années à cette nouvelle organisation avant de fonctionner effectivement. Il faudra donc continuer et amplifier notre travail dans la FEM au sein des Comités Politiques et Sectoriels, en fortifiant nos relations bilatérales et la mise en place de groupes de travail permanents avec toutes les organisations européennes.

Enfin, le 4^e Congrès de la FEM devra élire un nouveau Secrétaire Général. Peter SCHERRER, l'actuel Secrétaire Général, ne se représente pas pour un nouveau mandat, et devrait être remplacé par Ulrich ECKELMANN (IG Metall), seul candidat à la succession. Par ailleurs, il est à noter que les trois Secrétaires Généraux des Fédérations européennes impliquées dans le processus de fusion sont remplacés au cours de ce trimestre. Le responsable de la Fédération du textile (ETUF-TCL) a été élu Secrétaire Général adjoint de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) lors de son dernier Congrès à Athènes (Mai 2012). Celui de l'EMCEF a « été démissionné » et a été remplacé par un allemand du syndicat IG BCE (Fédération de la Chimie et de l'Energie).

Le Travail de la FEM, au cours du dernier mandat, a été très intense et abondant. Nous pouvons retenir que deux revendications communes portées par l'ensemble des syndicats en Europe ont été adoptées. L'une traitant du droit individuel à la formation qui a permis de réelles avancées dans tous les pays d'Europe et l'autre, adoptée en octobre 2009, commencent à se mettre en œuvre et portent sur un ensemble de propositions visant à mettre un terme à la précarité en Europe. (Les organisations syndicales françaises ont d'ailleurs interpellé le patronat sur cette question en proposant de balayer l'ensemble des accords afin de déterminer ce qui doit faire l'objet d'une renégociation).

La FEM est aussi à l'origine d'un développement sans précédent des comités d'entreprise européens. La FTM-CGT a recensé 360 délégués dans les comités d'entreprise européens. Nous avons pu assister, au cours du dernier mandat, du développement de la négociation d'accords cadres européens dans les entreprises de la Métallurgie. Les groupes engagés dans ce processus européen de négociation sont quasi-exclusivement français (Alstom, Schneider Electric, Areva, ArcelorMittal, Thales,...). Les thèmes de ceux-ci ont porté principalement sur l'anticipation du changement et les questions liées à l'égalité des chances. Ces accords sont bien souvent le prolongement des accords conclus en France sur la GPEC ou sur les conséquences de l'évolution des métiers et amènent nos organisations CGT à les combattre ou à batailler pour

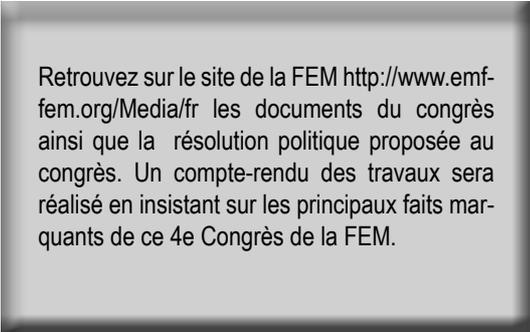
les améliorer. Par ailleurs, le dialogue social sectoriel s'est considérablement accru au niveau européen avec la Fédération patronale européenne de la Métallurgie (CEEMET) dirigée par M. Pillard, également Délégué Général de l'UIMM. Malgré tout, il ne s'agit, jusqu'à présent, que de discussions et non de réelles négociations. Les thèmes des discussions portent sur la formation professionnelle (Francine Pierre de la CGT Thales dirige le comité de la FEM sur cette question) et l'industrie (Bernard Devert y représente la CGT).

Au cours du dernier mandat, une trentaine de camarades de la FTM ont participé aux travaux des différents comités Politiques et Sectoriels de la FEM.

Philippe MARTINEZ et Daniel PELLET-ROBERT sont les représentants de la FTM au sein des organes de direction de la FEM, Comité Exécutif, Comité Directeur et de la région Sud Ouest de la FEM (France, Espagne Portugal).

Ces dernières années, nous avons été à l'origine et contribué à l'élaboration de nombreux documents et de prises de positions grâce au travail actif de l'ensemble de nos camarades.

Présente dans le Comité Motions et Résolutions du congrès, la FTM CGT a notamment permis que les derniers amendements sur l'aérospatial soient retenus et que la sécurisation des parcours professionnels liée à la sécurité sociale professionnelle portée par nos amis de la FNTE fasse l'objet d'un débat au congrès.



Retrouvez sur le site de la FEM <http://www.emf-fem.org/Media/fr> les documents du congrès ainsi que la résolution politique proposée au congrès. Un compte-rendu des travaux sera réalisé en insistant sur les principaux faits marquants de ce 4^e Congrès de la FEM.

ARTISTES ET METALLOS

Un livre - une expo

A l'occasion du 100^e anniversaire de la naissance des peintres liés au mouvement social Amblard et Taslitzky, l'Institut d'Histoire Sociale de la métallurgie a travaillé sur le lien entre la culture et le monde ouvrier par le biais d'un livre et d'une exposition. Voici la préface signée de Philippe Martinez, secrétaire général de la FTM CGT du livre « Artistes et métallos, quand l'avenir se dessine à l'atelier » coordonné par Alexandre Courban et édité par l'IHS métallurgie

À l'heure où la loi du profit et de la concurrence menace la culture, la Fédération des travailleurs de la métallurgie (CGT) souhaite profiter du centenaire de la naissance de deux grands peintres que sont Jean Amblard et Boris Taslitzky pour renouer le dialogue engagé avec les milieux artistiques et intellectuels. Comment aurions-nous pu continuer à nous réunir tous les mois dans une salle où est accrochée l'une des toiles de l'un de ces maîtres – Coulée des hauts fourneaux réalisée par Jean Amblard en 1950 – et ne pas célébrer l'anniversaire de « l'ami des métallurgistes » pour reprendre une expression de l'Union des métaux et celui de son ami, frère et camarade Boris Taslitzky ?

Au regard de l'importance du soutien apporté à la classe ouvrière par des artistes comme le poète Jacques Prévert - et pas uniquement en mai-juin 1936 ou en mai-juin 1968 - il est rapidement apparu évident à notre Fédération qu'il fallait saisir cette opportunité pour parler de l'actualité de la rencontre entre les salariés et les artistes.

Quand bien même nous constatons aujourd'hui que le lien historique s'est distendu entre les artistes et « les pros » - que notre ami Marcel Trillat sait si bien filmer - nous remarquons également que le fil ne s'est pas brisé. Je garde en mémoire la visite de l'acteur et musicien Yvan le Bolloc'h à la Société bretonne de fonderie et de mécanique (SBFM) en avril 2009. Comme il le disait : « les syndicalistes CGT, ce ne sont pas que des gens qui sont en colère, qui font des manifs, qui font des braseros et qui balancent des oeufs sur la gueule du patron ».

La décision prise par notre Fédération de rendre hommage à Jean Amblard et à Boris Taslitzky est l'occasion de redécouvrir l'histoire de la Fédération (CGT) des travailleurs de la métallurgie qui s'occupe aussi de culture.

Et cela, depuis fort longtemps !

Comme l'écrivait le secrétaire de la CGT réunié Benoit Frachon en réponse à une objection en 1937 : « pendant que [le Syndicat des Métaux parisien] était en train d'organiser toutes ces oeuvres sociales [fondation de la Mutuelle centrale, mise

en place d'une école d'apprentissage, organisation de cours de rééducation professionnelle pour les chômeurs, instauration de colonies de vacances pour les enfants et d'une maison de repos pour leurs parents, achat de la Maison des Métallurgistes, etc.], il a mené une bataille continue dans toutes les usines pour le respect du contrat [collectif] ; chaque jour ses militants

sont descendus dans des dizaines d'entreprises pour aller régler les conflits, pour obliger les patrons au respect des conventions et pour obtenir le rajustement des salaires, quand l'augmentation du coût de la vie a justifié cette demande ». Sans oublier la solidarité des métallurgistes avec l'Espagne républicaine, mais ceci est une autre histoire.

Ce centenaire nous offre également l'opportunité de nous intéresser à une autre histoire, celle des Comités d'entreprise (CE) mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par un autre dirigeant historique de la

Fédération (CGT) des travailleurs de la métallurgie Ambroise Croizat, alors ministre (communiste) du Travail. Incontestablement, le Comité d'entreprise est un outil formidable. Pour ma part, c'est grâce au CE de mon entreprise que j'ai eu la chance d'aller pour la première fois de ma vie à l'Opéra-Garnier, symbole s'il en est de la culture. Certains dirigeants d'entreprise l'ont d'ailleurs très bien compris : ils n'hésitent pas à évoquer l'existence et les activités proposées par le CE pour débaucher des cadres, notamment internationaux. Et pourtant, le patronat – toujours à la recherche du profit maximum - rêve d'implanter des agences spécialisées dans la billetterie ou le voyage à la place des CE pour récupérer ces subventions sociales.

Il nous appartient d'être particulièrement attentif pour que les CE puissent continuer leur mission en matière de culture, sans jamais oublier que plus de la moitié des salariés travaillent dans une entreprise qui n'a pas de CE !

En tant que syndicat, notre ambition est d'offrir à tous les salariés de la métallurgie la possibilité d'avoir accès à toutes les formes de la culture.

Idéalement, nous devons organiser les conditions de la rencontre entre tous ceux qui créent - les artistes comme les salariés – à l'image du débat que nous venons d'organiser autour du film « les Molex, des gens debout » en présence de l'équipe du film et de nos camarades de Villemur-sur-Tarn ou bien du projet engagé par l'Union fraternelle des métallurgistes avec le plasticien Alain Bublex dans ce lieu magique qu'est la Maison des Métallos.

Tels sont quelques-uns des défis qui nous attendent dans la prochaine période pour continuer à construire l'avenir.

L'exposition sera dans le Hall de la CGT du 14 au 24 juin prochain.

Si vous souhaitez plus d'information, veuillez contacter l'IHS métallurgie au 01 53 36 86 35

